

N°1506

du 04
Janvier
2022



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

ALLEGEMENT FISCAL ^(P.6)

100% d'abattement sur la valeur en douane des
motocycles électriques neufs importés en 2022

UNIVERSITÉS PUBLIQUES DU TOGO

Ce qui fait éloigner du ratio normal étudiants/enseignant ^(P.3)

CENTRALE SOLAIRE DE BLITTA

20 Mwc supplémentaires et un stockage de 4 MWh
dans une troisième phase en cours de préparation ^(P.8)

BUDGET SENSIBLE AU GENRE

Le tableau des 6 ministères pilotes retenus pour 2022 ^(P.4)

SECTEUR DE LA SANTÉ

Les objectifs affichés du budget programme 2022

^(P.3) (Réduction du taux de létalité maternelle, augmentation du nombre de vaccinés au Pentavalent, de PVVIH bénéficiant d'un traitement ARV, nombre de villages certifiés FDAL...)



Depuis l'année dernière, le Togo expérimente le budget programme, une directive de l'UEMOA. Le budget programme se présente désormais comme un nouveau système de gestion budgétaire qui vise à rationaliser la procédure d'élaboration, d'exécution et de contrôle du budget, contrairement au budget objet ou de moyens qui ne facilite pas la recherche de l'efficacité et de l'efficience. En ce qui concerne les ministères du secteur de la santé, il est prévu au budget général 2022, un montant de 91,7 milliards de francs CFA.

Il est indiqué que l'action du gouvernement portera sur la poursuite de la mise en œuvre du plan national de développement sanitaire (PNDS) avec pour ambition d'offrir une identité et garantir la couverture santé et l'accès aux services de base à tous.

Au ministère de la santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins, le budget est articulé autour de quatre (04) programmes sur la période, dont le Programme (2), consacré à l'offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie.

RÉGIME FONCIER URBAIN

^(P.6) Une enquête foncière à réaliser sur
3 communes pilotes parmi les préalables

Bonne et Heureuse année 2022

Arts plastiques

Fermeture momentanée de l'atelier Éric Wonanu du 3 au 17 janvier

" L'exposition "I long way from home / La très longue marche du peuple noir" peut être à nouveau visitée dès le mardi 18 janvier à partir de 10h ", a annoncé via sa page Facebook Eric Wonanu, avant de souhaiter une " Fructueuse nouvelle année à chacun " à ses suiveurs.

L'expo a débuté en décembre 2021 et est censée durer pendant une forte partie de cette année. Elle

porte sur le destin du peuple noir, à la fois du continent et de ses diasporas. On y évoque l'esclavage, la colonisation, les indépendances, les quêtes de liberté et les questions identitaires, surtout spirituelles. Une expo très philosophique sur l'existence des nations et peuples noirs à travers le monde.

Eric Wonanu est artiste plasticien, curateur, et critique d'arts.



Coopération

Échange culturel entre la commune de Wawa 1 et le département français de Vienne

Le 20 décembre dernier, la compagnie des Sans Logis de Valence-en-Poitou a reçu, à l'espace média de Couhé, l'ensemble Les Griots Noirs de la commune de Wawa 1 du Togo et le groupe de théâtre du Village d'enfants de Monts-sur-Guesnes. Les jeunes ados des deux troupes, à partir d'un travail fait à distance sur l'année et finalisé par quelques heures de réglage en présentiel, ont présenté un spectacle, rythmé par le son des incontournables percussions, fait de contes d'Afrique et d'une saynète Madame Covid à La Barre écrite et

mise en scène par Mario Attidokpo, conteur de son état, éducateur encadrant les jeunes Togolais, fable quasi philosophique porteuse d'une vision réaliste sur la pandémie actuelle. Seule une quinzaine d'enfants du centre de loisirs de Couhé se sont déplacés pour assister au spectacle. À l'origine de cet échange culturel, qui s'inscrit dans la politique de partenariat entre le département de la Vienne et la commune Togolaise de Wawa 1, Sybil Péciaux conseillère départementale du canton de Lusignan et Couhé, en charge au Département



des relations internationales, et Firmin Ossobe, éducateur au village d'enfants de Monts-sur-Guesnes, président de l'association humanitaire Caso-Togo.

Nécrologie

Le célèbre paléontologue kényan Richard Leakey est mort

Paléontologue de renommée mondiale et homme politique, le Kényan Richard Leakey est mort, à l'âge de 77 ans. " Cet après-midi, j'ai appris avec une profonde tristesse la nouvelle de la mort du Dr Richard Erskine Frere Leakey, l'ancien chef du Service de la faune du Kenya ", a déclaré le président Uhuru Kenyatta dans un communiqué, dimanche 2 janvier.

Fils de Louis et Mary Leakey, deux des plus célèbres découvreurs de squelettes d'hominidés, Richard Leakey, né au Kenya le 19 décembre 1944, était destiné à la paléoanthropologie.

Dans les années 1970, il mène plusieurs expéditions couronnées de découvertes majeures et inédites, dont les premiers crânes d'Homo habilis (vieux de 1,9 million d'années)

en 1972 et d'Homo erectus (1,6 million d'années) en 1975. Sa notoriété est faite : en 1977, le magazine Time lui consacre sa " une " ; en 1981, la BBC publie un documentaire en sept épisodes, dont il est le narrateur et présentateur, sur l'évolution de l'humanité.

Sa plus célèbre découverte date de 1984, lors d'une prospection au lac Turkana, où il avait mis au jour un squelette quasi complet d'Homo erectus de 1,63 mètre, mort il y a 1,5 million d'années : le " garçon du Turkana ", le fossile le plus complet jamais retrouvé de l'un de nos ancêtres.

En 1989, il est sollicité par le président de l'époque, Daniel arap Moi, pour prendre la tête du Service de la faune du Kenya (KWS). Il y mène une vigoureuse campagne contre le



braconnage d'ivoire d'éléphants.

Agacé par le niveau de corruption, il entra en politique et s'opposa à l'autocrate Daniel arap Moi, avant d'être convaincu par ce dernier de prendre la tête du service de lutte contre la corruption duquel il démissionnera plus tard, vu la nature inex-

tricable du niveau de corruption.

En 2015, en raison d'une nouvelle crise du braconnage, un autre président, Uhuru Kenyatta, fait appel à lui pour reprendre les rênes du KWS, cette fois comme président du conseil d'administration, un poste qu'il occupe jusqu'en 2018.

Cinéma

Une adaptation sérieelle pour American Born Chinese, de Gene Luen Yang

Basée sur le roman graphique de Gene Luen Yang, American Born Chinese - Histoire d'un Chinois d'Amérique (Dargaud, trad. Alexis Siegel), une série fera bientôt son arrivée sur la plateforme Disney+. Aux commandes, Destin Daniel, réalisateur de Shang-Chi et la Légende des Dix Anneaux pour Marvel Studios, qui devrait non seulement diriger, mais aussi produire cette adaptation.

American Born Chinese suit Jin Wang, adolescent qui tente tant bien que mal de mener une vie de lycéen lambda, sans pour autant renier son identité d'immigrant. La série devrait, sans surprise, suivre l'intrigue principale de ce roman graphique, qui a été

récompensé par de nombreux prix littéraires : lauréat du Michael L. Printz Award en 2007, ainsi que Eisner Award du meilleur album graphique la même année, cet ouvrage était aussi parmi la liste best-seller du New York Times.

Résumé d'après l'éditeur : Lorsque les parents du jeune Jin emménagent dans une petite ville de Californie, celui-ci devient le seul élève d'origine chinoise de son école et se retrouve en butte aux moqueries et brimades de ses camarades. Jin multiplie les efforts pour se trouver des amis et tente dans un premier temps de faire oublier ses origines. Mais il réalise combien il est difficile de passer outre les stéréotypes qui lui collent à la peau. Il parviendra

peut-être à trouver sa place et l'apaisement, en acceptant une part de sa culture d'origine, et surtout en s'acceptant lui-même.

" L'équipe est visionnaire pour donner vie à des aventures axées sur les personnages, et nous avons hâte que notre public fasse l'expérience de cette adaptation fantastiquement mémorable et imaginative du roman graphique ", a déclaré Ayo Davis, président de Disney Branded Television. " C'est une grande histoire universelle qui se déplace entre les mondes et explore l'impact de la culture, de l'identité et de l'acceptation à travers le prisme de l'adolescence. "

Selon Gene Luen Yang, auteur de ce roman graphique : " Je me sens

tellement chanceux de travailler avec cette équipe. Melvin Mar est un homme avec une vision, et je suis profondément reconnaissant qu'il ait pris ce projet sous son aile. Kelvin Yu est un talent phénoménal. Son scénario apporte à la télévision tout ce que je voulais faire passer dans mon livre. Et Destin Cretton... qui en Amérique n'est pas un fan de Destin Cretton en ce moment ? J'ai hâte qu'il apporte son mélange d'action et de cœur à la série. "

D'après des informations dévoilées par Murphy's Multiverse, la production de cette série devrait débuter à la mi-février 2022.

AZIMUTS INFOS

Test du Huawei MateBook 14s : la puissance, l'élégance et l'équilibre

Futura a pu tester au quotidien durant plusieurs semaines le nouveau MateBook 14s de Huawei. Doté d'un écran tactile de 14,2 pouces en 2,5K et armé d'un puissant processeur, le PC portable à la finition irréprochable se frotte de près aux modèles premium des concurrents.

Chez Huawei, le bestseller de l'année 2020 fut le MateBook D14. Un PC de type ultraportable, doté d'un écran de 14 pouces enfermant une configuration musclée pour un tarif très compétitif. Cette année, Huawei revient avec le MateBook 14s, une version qui n'est pas une simple mise à jour du modèle de l'an dernier. Au niveau esthétique, à première vue, il n'y a pas trop de différences. Le châssis d'une couleur gris foncé ou vert est élégant et on remarquera que le touché métallique de l'aluminium ne se fait pas ressentir. Pour atténuer la froideur du métal, le constructeur a traité la surface par projection de sable fin. En haut à droite du clavier, on retrouve le bouton de mise sous tension rond qui sert également de capteur d'empreinte digitale pour déverrouiller Windows.

14,2 pouces en 2,5K en format ultrabook

C'est au niveau de l'écran que l'on peut découvrir les premiers changements. Celui-ci occupe 90 % de la surface en laissant le minimum de bordures. Alors que la caméra se trouvait intégrée dans une touche à droite de la touche F6, du clavier, elle retrouve un emplacement habituel en haut de l'écran. La pousse est d'avoir pu placer cet œil et ses deux laser dans une bordure aussi fine. Pour cela, Huawei a encore innové en employant une technique de soudure au laser. À la place de la touche " caméra ", on en trouve une dédiée au lancement de la dictée vocale de Windows. Pourquoi pas...

L'écran est tactile, avec une dalle brillante affichant une résolution de 2,5K (2.520 x 1.680 pixels) au ratio 3:2, ce qui reste plutôt rare actuellement. Côté fluidité, l'image dispose d'un taux de rafraîchissement de 90 Hz que l'on peut basculer en 60 Hz en combinant les touches Fn et R. Au final, l'ordinateur se destine donc essentiellement à la bureautique ou du moins à un usage à tendance professionnel.

Un monstre sous le capot

Sous le clavier en polycarbonate doté d'un rétroéclairage assez faiblard, on trouve un puissant processeur Intel Core i7-11370H accompagné de 16 Go de mémoire vive. Il intègre aussi une puce graphique Iris Xe qui montre son avantage lors de lourds traitements graphiques. Si l'ordinateur est suffisamment chargé, il est possible de booster le processeur en combinant les touches Fn et P du clavier. Il passe alors en mode performance. Ce gain de puissance a pour conséquence de déclencher assez rapidement le système de refroidissement. Huawei nous a expliqué que celui-ci a été repensé avec des pales 16 % plus grandes pour faire moins de bruit et améliorer de 25 % l'évacuation de la chaleur. Dans les faits, la ventilation se fait entendre même si ce n'est pas rédhibitoire. Comme sur les modèles précédents et le MateBook D16 que Futura avait pu tester, une puce NFC est présente pour faciliter le jumelage d'un smartphone Huawei et le contrôler à partir de l'ordinateur. Il suffit de placer le mobile sur le pavé tactile pour déclencher cette fonctionnalité bien pratique. Nous espérons que dans l'avenir l'ensemble des smartphones pourra être pris en charge.

Sur le flanc gauche on trouve deux prises USB 3.2 de type-C une prise HDMI 1.4, une prise jack. Une des prises USB sert à recharger l'ordinateur. À droite, une seule prise USB-A 3.2 est présente. Au niveau du son, Huawei a ajouté deux tweeters et deux woofers. Le résultat reste cependant mitigé. En revanche, pour la visio, le constructeur a ajouté un système de réduction des sons environnants intéressant. Une IA se charge de relever votre empreinte vocale, pour l'isoler du reste des sons ambiants. Le résultat est plutôt bon.

Autonomie importante et charge rapide

Lors de nos différents tests durant plus d'un mois, nous avons pu constater que l'autonomie pouvait avoisiner les 13 heures à condition de réduire la fréquence d'affichage et de passer l'utilisation du processeur en mode équilibré. Petit plus, le chargeur de 90 watts fourni offre une recharge rapide et permet de retrouver trois heures d'autonomie en seulement quinze minutes. Difficile de se retrouver à court d'énergie donc.

L'avis de Futura

Après plus d'un mois de test, nous avons apprécié et adopté le Huawei MateBook 14s. Son écran avec son format 3:2 diffère de ce que proposent les concurrents. Ce ratio est impeccable dès qu'il s'agit de réaliser des travaux de bureautique. Son côté tactile et sa qualité d'affichage sont également appréciables. En étirant l'écran au maximum, Huawei est parvenu à faire tenir un 14,2 pouces dans un châssis proche de celui d'un ultraportable. Les performances sont au rendez-vous et il ne manque pas d'autonomie. Enfin, son tarif est très compétitif étant donné le niveau de finition, la connectique équilibrée et les performances. Il ne lui manque peut-être qu'un lecteur de carte micro SD et un système audio un peu plus performant.

Les objectifs affichés du budget programme 2022

(Réduction du taux de létalité maternelle, augmentation du nombre de vaccinés au Pentavalent, de PVVIH bénéficiant d'un traitement ARV, nombre de villages certifiés FDAL...)

Depuis l'année dernière, le Togo expérimente le budget programme, une directive de l'UEMOA. Le budget programme se présente désormais comme un nouveau système de gestion budgétaire qui vise à rationaliser la procédure d'élaboration, d'exécution et de contrôle du budget, contrairement au budget objet ou de moyens qui ne facilite pas la recherche de l'efficacité et de l'efficience. En ce qui concerne les ministères du secteur de la santé, il est prévu au budget général 2022, un montant de 91,7 milliards de francs CFA.

Eric J.

Il est indiqué que l'action du gouvernement portera sur la poursuite de la mise en œuvre du plan national de développement sanitaire (PNDS) avec pour ambition d'offrir une identité et garantir la couverture santé et l'accès aux services de base à tous.

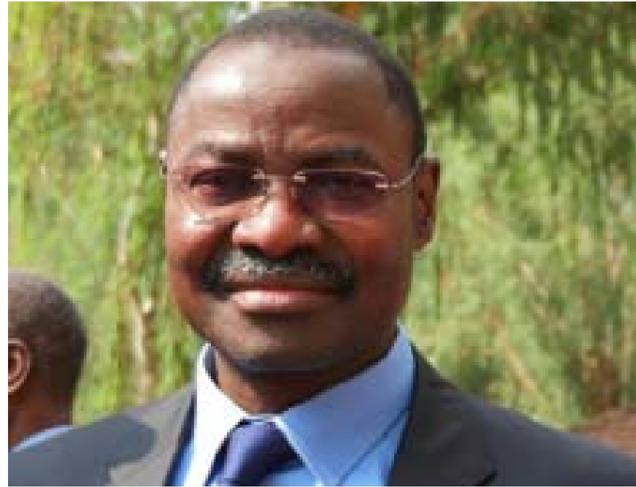
Au ministère de la santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins, le budget est articulé autour de quatre (04) programmes sur la période, dont le Programme (2), consacré à l'offre de services de santé de qualité et lutte contre la maladie.

En 2022, le ministère veut obtenir les résultats ci-après: la létalité maternelle de causes

obstétricales directes dans les formations sanitaires est réduite de 0,2% passant de 1,4% en 2020 à 1,2% en 2022; le pourcentage d'enfants de 0-11 mois ayant reçu 3 doses de vaccin Pentavalent (DTC-HepB-Hib3) est passé de 88,00% en 2020 à 94% en 2022; le nombre de PVVIH bénéficiant actuellement d'un traitement ARV est passé de 80.160 en 2020 à 94.230 en 2022; le nombre de cas de tuberculose toutes formes confondues dépistés après avoir connu une régression entre 2020 (2.383) et 2021 (2.649) est passé à 2 660 en 2022; le nombre de séances d'informations au sein de la population (émissions télé et radiophoniques, causeries éducatives) est passé de 64.937 en

2020 à 87.286 en 2022; le nombre de séances de sensibilisations sur la promotion de la santé avec véhicules sonorisés a augmenté de 98 en 2020 à 198 en 2022.

Il est indiqué aussi que le ministère de la santé ambitionne qu'en 2022, le nombre de villages certifiés FDAL (Fin de défécation à l'air libre) est passé de 3.144 en 2020 à 1.673 en 2022; le nombre de concessions ayant bénéficié des visites des services d'hygiène et assainissement est passé de 57.473 en 2020 à 208.600 en 2022; le pourcentage d'établissements de santé sans rupture de stock d'au moins un médicament traceur au cours des 3 derniers mois s'est amélioré en



Moustafa MIJIYAWA, Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins

passant de 47,1% en 2020 à 58,8% en 2022; la proportion des besoins non satisfaits en concentrés de globules rouges (CGR) est réduite en passant de 20,5% en 2020 à 17,5% en 2022; le taux d'occupation des lits des hôpitaux a énormément régressé avec la pandémie de la COVID-19 de 48,6% en 2020 à 43,4% en 2022. Une amélioration progressive est projetée pour atteindre 45,6% après deux (02) ans; la proportion des structures sanitaires ayant organisé deux (02) supervisions semestrielles intégrées est passée de 41,7% en 2020 à 75% en 2022.

« Pour réaliser ces résultats en 2022, le ministère a prévu un

montant de 56,357 milliards de F CFA, dont 50% de ce budget sont réservés aux activités genres », peut-on lire sur le document.

Pour l'amélioration de la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, des adolescents et jeunes et des personnes âgées, le gouvernement prévoit de dépenser 7,984 milliards de FCFA; la réduction de la morbidité liée aux maladies avec 20,881 milliards de FCFA; 28,974 millions de FCFA pour la promotion de la santé; 882,371 millions de FCFA pour l'amélioration de l'hygiène publique; 279,622 millions de FCFA pour la disponibilité des médicaments, des vaccins, des produits sanguins et autres produits de

santé; 26,352 milliards de FCFA pour renforcer les capacités de prise en charge, de gestion et de coordination des structures sanitaires et spécificités nationales.

Le montant des projets d'investissements s'élève à 23,613 milliards de FCFA avec les investissements financés sur ressources internes à 568,932 millions de FCFA.

On indique au ministère de la santé que la mise en œuvre des mesures de réformes envisagées en matière de soins de qualité et urgences sanitaires du secteur de la santé créera les conditions favorables à l'atteinte des résultats escomptés de ce programme. Ces réformes concernent essentiellement l'amélioration de la santé tout au long du cycle de la vie (SMNEAA/SR), le renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles, non transmissibles; tropicales négligées, le renforcement de la sécurité sanitaire, la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique, la couverture sanitaire universelle, l'appui aux structures sanitaires hospitalières, spécificités nationales et spécialités, la promotion de la santé y compris des actions en matière d'hygiène publique.

ASSEMBLEE NATIONALE

Pause légale pour les députés

Eric J.

Conformément à l'article 55 de la Constitution de la IV^e République, la deuxième session ordinaire de l'année 2021, ouverte le mardi 7 septembre 2021 pour une durée de quatre (4) mois, s'est achevée le 29 décembre. Les députés sont donc en vacances parlementaires. Ils reprendront le chemin des plénières et des commissions au mois de Mars prochain.

Production législative

Au bilan du travail à mettre à l'actif des députés, (14) séances plénières dix-neuf (19) projets de loi examinés et adoptés. Entre autres: la loi portant prorogation du délai d'habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnances des mesures relevant du domaine de la loi et de la loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire au Togo.

La loi portant modification de la loi portant Code électoral; la loi portant modification de la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales; la loi portant modification de la loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques; la loi instituant l'assurance maladie universelle au Togo; la loi organique modifiant la loi organique relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication; la loi de finances, exercice 2022. « La session qui s'achève aura été la plate-forme de grande avancée législative. Nous cons-



Yawa TSEGAN, Présidente de l'Assemblée Nationale

tats avec un réel bonheur, une nouvelle fois, la solidité, la stabilité et l'adaptabilité de nos institutions. L'Assemblée nationale s'était mobilisée pleinement sur les projets de loi et a encore fait des amendements remarquables pour doter notre pays d'un corpus législatif cohérent et équilibré », a indiqué Yawa Djigbodi Tsegan, la présidente de l'Assemblée nationale.

Les chantiers

Pour la Présidente de l'Assemblée nationale, la démocratie n'a de sens et de noblesse qu'au sein d'un parlement de dialogue et d'ouverture. Ce qui a été implémenter cette année avec la volonté de mieux faire connaître l'institution via les outils modernes (sites internet et médias sociaux) et la collaboration fructueuse avec des médias traditionnels. « Il faudra poursuivre, dans cet élan, l'intensification des déplacements à l'intérieur du pays, afin de mieux faire connaître et faire comprendre les prérogatives des élus de la Na-

tion. Il faudra aussi poursuivre les rencontres internationales, si le contexte sanitaire le permet bien sûr, pour témoigner de la bonne santé démocratique de notre pays et apporter quelques conseils utiles, lorsqu'ils sont sollicités. Il est important et capital de saluer ici la collaboration parfaite que nous avons toujours eu avec le Gouvernement », a dit Tsegan Djigbodi Yawa.

Déjà dans les tiroirs de l'Assemblée nationale, les dossiers électifs pour le compte de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) et la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH). On indique au secrétariat général de l'Assemblée que le processus de renouvellement de ces différents membres au titre de l'Assemblée nationale sera lancé durant l'intersession. Les séances électives sont prévues dès la première session de l'année 2022.

(suite à la page 6)

UNIVERSITES PUBLIQUES DU TOGO

Ce qui fait éloigner du ratio normal étudiants/enseignant

Fixée par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Rapport de l'UNESCO, 2020), la norme internationale pour le ratio étudiants/enseignant est de 1 enseignant pour 30 étudiants. Bien évidemment, cette norme n'est pas respectée dans les deux universités publiques du Togo. On s'en éloigne même, de plus en plus, tous les ans. Par exemple, sur les trois dernières années (2019, 2020 et 2021), l'effectif des étudiants inscrits à l'université de Lomé est respectivement de 58.048, 67.053 et 70.370 contre un effectif des enseignants qui est de 548, 562 et 569. Ce qui donne un ratio étudiants/enseignant de 106, 120 et 124.

A l'université de Lomé, on fait cas de certains facteurs qui expliquent la situation: l'effectif des étudiants croît à un rythme nettement plus élevé que le nombre d'enseignants recrutés annuellement; il n'y a pas de régulation des flux du secondaire vers le supérieur; tout candidat admis au baccalauréat a, a priori, le ticket pour embrasser les études supérieures; sur le plan financier, malgré la volonté de l'Etat,



la subvention allouée aux universités publiques du Togo, en général, n'augmente pas significativement pour permettre le recrutement d'un plus grand nombre d'enseignants chaque année académique, comparativement aux besoins. Par voie de conséquence, les universités publiques ne recrutent que l'effectif compatible avec leur capacité financière à faire face à la masse salariale.

Pour limiter les effets de la concentration des effectifs dans les amphithéâtres et salles de cours, les universités publiques ont recouru à la digitalisation et opté pour la pédagogie hybride, alliant les cours en présentiel et en distanciel. Des ressources non négligeables continuent d'être allouées aux universités pour renforcer leur dispo-

sitif de mise en ligne des cours. Les efforts ont été poursuivis en 2021 où les universités publiques et l'Ecole normale supérieure, sur appui de l'Etat, ont réceptionné des équipements informatiques spécialisés comprenant des caméras, les micros cravates, des ampoules LED, des trépieds et onduleurs de grande puissance. De même, le 7 décembre dernier, le projet « Université sans les murs » a été lancé. Il sera mis en œuvre dans les universités publiques de Lomé et de Kara, avant d'être étendu aux établissements privés. Il devra appuyer les stratégies d'insertion des cours en ligne et proposer des solutions pouvant minimiser les coûts d'accès aux contenus sur la base d'un co-financement par la France et le Togo.

BUDGET SENSIBLE AU GENRE

Le tableau des 6 ministères pilotes retenus pour 2022

Late Pater

Le Togo veut expérimenter le document budgétaire sensible au genre. C'est la première fois de prendre en compte la dimension genre dans le budget de l'Etat, surtout dans les phases Programmation-Budgétisation du développement. Le genre étant déjà présent dans la planification. Le processus a démarré en 2020. Pour l'exercice budgétaire 2022, six ministères pilotes sont retenus. Leur choix est guidé par le fait qu'ils sont considérés comme des secteurs prioritaires qui représentent des vecteurs de changements majeurs dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, la lutte contre les stéréotypes sexistes, la protection de l'intégrité et la dignité des femmes, dit-on au ministère de l'économie et des finances. Il s'agit du *ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes* ; *ministère des enseignements primaire, secondaire, formation technique et de l'artisanat* ; *ministère de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins* ; *ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation* ; *ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement* ; et *ministère des travaux publics*. L'initiative va s'étendre progressivement à tous les ministères et institutions.

Dans le budget 2022, les six ministères pilotes totalisent 21 programmes comportant des dépenses genre, sur un total de 24 programmes aussi bien de pilotage que de programmes opérationnels. Alors que, dans le budget 2021, outre le programme Genre et promotion de la femme au ministère de l'action sociale, seul le programme Pilotage et soutien de chacun de ces six ministères affichait visiblement une action «genre et équité». En termes de poids budgétaire, les dépenses sensibles au genre dans le budget 2022 pour les six ministères pilotes couvrent à peu près un tiers (1/3) du budget. Les dépenses ne sont pas

encore très sensibles au genre : seuls 2,2% visent principalement l'égalité de genre ; les dépenses qui poursuivent des objectifs significatifs en matière d'égalité de genre sont du même ordre de grandeur ; et un peu moins de 20% des dépenses ont un lien explicite avec l'égalité de genre, c'est-à-dire, par exemple, que les budgets des programmes ou projets correspondants comportent des indicateurs de genre. «*Ces résultats constituent un début de prise en compte du genre, mais pas encore suffisant pour significativement impacter l'égalité de genre*».

Mais le document budgétaire parle de «*références de genre prometteuses*». Primo, au niveau des six ministères, quelques interventions avec un objectif principal d'égalité et d'équité de genre (score de 2) présentent des volumes budgétaires importants. Il s'agit essentiellement du programme «Genre et promotion de la femme» ; de l'action genre «Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et des adolescents», ainsi que du projet «Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience (ProSecAl)» du ministère de l'agriculture. Le ministère de l'action sociale présente la plus forte proportion de dépenses, avec un score de 2. En général, il y a beaucoup d'activités visant principalement l'égalité et l'équité de genre. Secundo, il y a encore très peu d'activités ou de projets avec un objectif significatif d'égalité et d'équité de genre (score de 1). Il y a deux projets dans cette catégorie : le premier est dans l'éducation de base, le «Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEEB)» qui dispose d'un volume budgétaire très élevé ; le deuxième est le «Projet d'appui aux investissements agricoles des jeunes (PAIAJ)» du ministère du développement à la base. Tertio, en particulier dans le ministère du développement à la base, le ministère des enseignements et le ministère de l'agriculture, on trouve de nombreuses références au genre. Il y a



un nombre important de projets qui font très directement référence au genre, mais qui ne répondent pas encore aux critères permettant d'obtenir un score de 1.

En termes d'effectifs des ministères pilotes, une analyse donne les résultats suivants en 2022 : l'effectif total des agents des six ministères est de 48 643 dont 42% de femmes et 58% d'hommes ; le personnel des ministères représente environ 70% des effectifs de la fonction publique, projection faite sur la base des prévisions de personnel par le ministère en charge de la fonction publique. En moyenne, 18% de femmes sont responsabilisées. En termes de responsabilisation des femmes, le ministère de l'action sociale avec 43% et le ministère du développement à la base avec 30% ont les plus forts taux de responsabilisation des femmes. Les quatre autres ministères ont un taux de responsabilisation des femmes oscillant entre 13% et 19%. Par ailleurs, en termes de concentration de personnel féminin, la parité est observée au niveau pilotage en ce sens que 3 des 6 ministères sont dirigés par des femmes : travaux publics ; action sociale ; et développement à la base. Le ministère de la santé avec 44%, le ministère de l'action sociale avec 43%, le ministère des enseignements avec 42%

et le ministère du développement à la base avec 30% ont les plus fortes concentrations de personnel féminin.

C'est irréfutable, les acquis notables liés au genre existent. L'objectif à moyen terme est de rendre les dépenses clés surtout les projets des ministères plus sensibles au genre. Mais avant, il faudra se débarrasser des contraintes presque communes aux six ministères. Et elles sont nombreuses : déficit d'appropriation et de mise en œuvre du genre dans le contexte de budget programme ; déficit de financement concernant les activités liées à la prise en charge du genre ; définition des priorités qui n'intègre pas la transversalité de la question genre ; difficulté à collecter l'information liée au genre ; absence d'un audit genre pour faire l'état des lieux sur le niveau d'intégration du genre dans les politiques sectorielles ; insuffisance de formation des acteurs sur la budgétisation et le suivi-évaluation sensibles au genre ; manque d'information et de formation des acteurs (personnel en général) sur le genre et la budgétisation sensible au genre ; non association de la cellule genre dans l'identification et la définition des projets ; manque de représentants des points focaux genre dans les directions, inspections et services rattachés ; absence d'orientation sur

les indicateurs sensibles au genre ; inexistence d'une analyse sectorielle du genre ; non appropriation du concept genre par les autorités compétentes ; insuffisance des données sanitaires désagrégées par sexe ; insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières ; taux élevé de grossesse en milieu scolaire ; taux élevé d'analphabétisme ; faible accompagnement des projets d'autonomisation de la femme et de la fille ; absence de capitalisation des actions sensibles au genre au niveau de chaque structure ; irrégularité dans l'actualisation des statistiques agricoles ; facteurs persistants de la disparité liée au sexe.

Le genre a aussi un coût. Par exemple, en termes de stratégies et de perspectives, le ministère du développement à la base veut élaborer son plan d'actions «genre» et le document budgétaire sensible au genre, faire l'audit institutionnel et organisationnel «genre» du ministère, favoriser la promotion des filets sociaux, assurer un revenu minimum aux ménages vulnérables plus particulièrement à la cible femme. Pour toutes les activités à mettre en œuvre, 11.752.441.000 francs Cfa sont prévus pour l'année 2022.

Au ministère des enseignements, on veut accroître le nombre

des éducatrices au préscolaire pour attirer les petites filles scolarisables, mettre en place des mesures incitatives pour encourager les enseignantes qui acceptent servir dans les zones reculées, poursuivre l'octroi des kits scolaires aux filles dans les zones à faible taux de scolarisation de la jeune fille (Savanes, Kara, Centrale et Plateaux), sensibiliser les élèves filles ayant obtenu le BEPC à opter pour les séries techniques et industrielles. Le budget à consacrer va au-delà des 155 milliards de francs Cfa.

Le ministère de la santé va élaborer les rapports annuels de performance sensibles au genre, rendre opérationnel le cadre d'échange et de concertation sur le genre, faire l'analyse de la prise en compte de la dimension genre et équité dans la préparation et la réponse aux urgences sanitaires... Au total, quatre programmes sont prévus en 2022, pour un montant de 93,285 milliards de francs Cfa dont 7,732 milliards de francs Cfa (soit 8,29%) à octroyer au genre.

Au ministère de l'action sociale, on veut inciter un décret instituant un quota pour les femmes lors des recrutements du personnel dans la fonction publique, intégrer le genre dans les curricula de formation à l'école nationale de formation sociale. Pour réaliser toutes les activités de tous les programmes, le ministère a prévu 3 253 106 000 francs Cfa en 2022, en augmentation de 3,61% par rapport à 2021. Seul le programme 4 est entièrement consacré à l'équité et à l'égalité de genre, et va coûter 661 295 000 francs Cfa.

L'exercice de priorisation au ministère de l'agriculture montre que le Programme 3 «Amélioration de la productivité et valorisation des produits» contribue le plus à la prise en compte des femmes dans les activités du ministère ; il occupe 52% du budget du ministère et contribue à mettre en œuvre les actions ciblant un nombre important de femmes dans le secteur.

Bilan des indemnisations étape IV

Au HCRRUN, plus de 7000 victimes indemnisées en 2021

Le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) a tenu sa traditionnelle conférence-bilan annuelle le jeudi 30 décembre 2021 à Lomé. Devant la presse et des invités venus des institutions de la République et des départements ministériels, des représentants diplomatiques, chefs traditionnels et élus locaux, Mme Awa Nana Daboya a rendu compte des activités de son institution au cours de l'année 2021 et présenté un rapport financier.

Cet exercice révèle que 7 milliards ont été mobilisés pour le pro-

gramme de réparation et les dépenses totales effectuées se sont élevées à 5 864 856 499 FCFA pour 7.010 victimes individuelles indemnisées, des réparations collectives et communautaires ainsi que les frais de fonctionnement, laissant apparaître un solde excédentaire de 1 135 143 501 FCFA.

Les différents acteurs intervenant dans le processus d'indemnisation ont ensuite éclairé davantage l'assistance à travers diverses présentations. Il ressort qu'outre les indemnisations individuelles des victimes non vulnérables, des réparations commu-

nautaires sont en cours de mise en œuvre. Il s'agit notamment de la construction de la fontaine de la réconciliation, inaugurée le 16 décembre dernier à Barakoissi dans la préfecture de l'Oti, et du démarrage de la construction d'un centre médico-social (CMS) et d'un bâtiment scolaire dans les préfectures de Blitta et Sotouboua ainsi que la construction de latrines à l'école primaire publique de Djéréhouyé.

En rappel, environ 19 milliards de francs Cfa ont été mobilisés depuis le début du processus en décembre 2017, pour un total de

20 278 victimes individuelles indemnisées et plusieurs autres réalisations dans le cadre des réparations communautaires et collectives. Plus de 15 000 victimes sont encore en attente de leur indemnisation. Il faut retenir qu'outre la base de données de la CVJR, le HCRRUN a reçu également la liste des victimes enregistrés par la Commission nationale spéciale d'enquête indépendante (CNSEI) créée en 2005 et dirigée à l'époque par l'ancien Premier ministre Joseph Kokou Koffigoh.

Source : hcrrun-tg.org



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuli - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression

Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

MULTISPORTS/

Clarisse Agbegenou élue sportive de l'année par la rédaction de France TV Sport

Cinquième titre mondial à Budapest, deux médailles d'or à Tokyo... Clarisse Agbegenou a réalisé une année 2021 exceptionnelle. La judokate a été élue meilleure sportive de l'année par la rédaction de France TV Sport, juste devant Fabio Quartararo, qui est devenu le premier Français à devenir champion du monde de MotoGP en octobre dernier.

Hervé A.

"Je plane totalement", avait-elle réagi dimanche 1er août sur franceinfo, au lendemain de la médaille d'or de la France dans la toute première épreuve par équipes mixtes de judo à Tokyo, et quelques jours seulement après son titre olympique dans la catégorie des moins de 63 kg. De quoi finir l'année 2021 en beauté, après avoir remporté avec brio son cinquième titre mondial en juin à Budapest (Hongrie) où elle a remporté ses cinq combats par ippon (pour la quatrième fois consécutive). Des performances qui ne sont pas passées inaperçues au sein de la rédaction de France TV Sport.

Pourtant il y avait du beau monde pour prétendre à cette distinction, comme le

Niçois Fabio Quartararo, étincelant en MotoGP ou encore le cycliste Julian Alaphilippe, champion du monde qui a réussi à conserver son titre. Antoine Dupont, élu meilleur joueur du monde par World Rugby ou Alexis Pinturault, vainqueur du gros globe de cristal en ski alpin, étaient également de très beaux prétendants.

"Arrivée assez largement en tête des votes devant Fabio Quartararo, Alexis Pinturault, Julian Alaphilippe ou Sébastien Ogier, elle a parachevé à l'été 2021 une carrière déjà remarquable mais qui a pris une autre dimension avec ses deux titres olympiques conquis à Tokyo. La grande dame du judo tricolore s'est aussi libérée d'un poids immense. Elle n'imaginait pas passer à nouveau à côté de l'or



olympique", écrivait Eurosport sur la consécration de la Championne du monde de Judo.

Pour rappel, Clarisse Agbegenou, c'est cinq titres mondiaux, cinq titres européens et deux titres olympiques. De quoi lui donner du vertige.

Le classement (Top 10) des meilleurs sportifs de l'année 2021 : 1. Clarisse Agbegenou : 209 points ; 2. Fabio Quartararo : 202 points ; 3. Julian Alaphilippe : 88 points ; 4. Antoine Dupont : 40 points ; 5. Alexis Pinturault : 33 points ; 6. Earvin Ngapeth : 26 points ; 7. Alexandre Léauté : 24 points ; 8. Cléopâtre Darleux : 22 points ; 9. Perrine Laffont : 20 points ; 10. Alexis Hanquingant : 14 points.

FOOTBALL/CAN 2021/

Le Nigeria privé d'Osimhen et de Dennis

La Fédération nigérienne de football a confirmé que quatre joueurs, dont Victor Osimhen et Emmanuel Dennis, ne seront pas disponibles pour jouer à la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies, Cameroun 2021.

Outre Osimhen de Napoli et Dennis de Watford, Abdullahi Shehu, basé à Chypre, et Leon Balogun des Rangers d'Écosse ont également été exclus de l'équipe de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies 2021.

Le retrait d'Osimhen est devenu inévitable après que le joueur de 22 ans, qui s'est récemment déclaré apte, a été testé positif à la COVID-19 pour la deuxième fois en 2021 jeudi, selon un communiqué de son équipe italienne Napoli.

La situation a poussé l'ancien attaquant de Wolfsburg, qui se remet également d'une blessure au visage, à se retirer de la plus prestigieuse compétition du continent qui débutera le 9 janvier 2022 au Cameroun.

Des blessures ont également forcé le retrait des défenseurs Balogun et Shehu, tandis que l'attaquant en forme Dennis s'est retiré pour des raisons administratives. Des absences qui diminuent l'attaque et la défense des triples champions d'Afrique.

Henry Onyekuru (Olympiacos, Grèce) et Peter Olayinka de Slavia Praha en République tchèque ont été convoqués pour remplacer respectivement Osimhen et Dennis. En défense, Tyrone Ebuehi de Venezia et

Oluwasemilogo Ajayi de West Bromwich Albion ont respectivement pris les places de Shehu et Balogun.

Les retraits du quatuor sont un coup dur pour les Super Eagles, qui ont été logés dans le groupe D avec l'Égypte, le Soudan et la Guinée-Bissau.

Les Super Eagles ont commencé leurs derniers préparatifs pour le tournoi des 24 nations le 29 décembre à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, avec au moins six joueurs déjà dans le camp.

SENEGAL/

Le bras de fer se poursuit entre Watford et la FSF

Le club de Watford a invité, dimanche, la Fédération sénégalaise de football (FSF) à envoyer un chirurgien afin de voir l'état de santé de son attaquant, Ismaila Sarr blessé depuis novembre et convoqué par le Sénégal pour prendre part à la CAN prévue du 6 janvier au 9 février au Cameroun, a appris l'APS du club de l'élite anglaise.

"Les Hornets ont invité la Fédération sénégalaise de football à instruire leur propre chirurgien indépendant pour confirmer le diagnostic et la période de rééducation", indique le club anglais dans un communiqué publié sur son site officiel.

Le club anglais avait auparavant fait part à la Fédération sénégalaise de foot-

ball de sa décision de s'opposer à la participation de l'international sénégalais Ismaila Sarr à la Coupe d'Afrique des nations en raison de sa blessure et de son calendrier de reprise des compétitions sportives.

Cela a provoqué une réaction immédiate d'indignation de la Fédération sénégalaise de football.

"Le club anglais de Watford a notifié sur la base d'arguments aussi spécieux que fallacieux sa décision de bloquer le joueur Ismaila Sarr qui a exprimé sa volonté de rejoindre la sélection sénégalaise en vue de la prochaine CAN Cameroun 2021", a aussitôt réagi dans un communiqué parvenu à l'APS.

La partie sénégalaise a dans la foulée "répondu immédiatement à ladite cor-

respondance pour confirmer le maintien de la convocation du joueur et l'obligation du club de libérer le joueur au plus tard le 3 janvier 2022".

La FSF s'est ainsi appuyé sur la circulaire dérogatoire de la FIFA et informé de sa décision de s'en référer aux instances compétentes de la FIFA en cas de persistance par Watford dans son refus délibéré de libérer le joueur au profit de son équipe nationale.

"La FSF tient à exprimer sa profonde réprobation du comportement irrespectueux, pernicieux et discriminatoire des dirigeants de Watford qui cherchent par tous les moyens à empêcher un joueur de jouer avec sa sélection nationale", a rapporté le communiqué.

Elle s'est ainsi engagée à mener "

toutes les actions nécessaires pour que le droit élémentaire de ses footballeurs à jouer pour leur pays soit respecté et que cessent ces pratiques d'un temps que l'on pensait à tort révolu", peut-on lire.

Selon le club anglais, "Ismaila Sarr s'est blessé aux ligaments du genou le 20 novembre lors du match contre Manchester United et n'est plus apte à jouer pour le Watford FC depuis cette date".

Début décembre, le club a écrit à la Fédération sénégalaise de football décrivant le diagnostic clinique de la blessure d'Ismaila et a immédiatement suivi cela en fournissant les examens IRM (imagerie à résonance magnétique) détaillant l'étendue de la blessure.

COTE D'IVOIRE

Sylvain Gbohouo suspendu pour dopage

Le gardien de but de la sélection de Côte d'Ivoire, Sylvain Gbohouo, risque de manquer la CAN au Cameroun (du 9 janvier au 6 février). Il a été suspendu de toute compétition après un contrôle antidopage positif mi-novembre.

Jeudi 30 décembre, le Wolkite City FC, club du championnat d'élite éthiopien, et la Fédération éthiopienne de football ont révélé l'information : Sylvain Gbohouo, le gardien recruté en septembre en provenance du Tout Puissant Mazembe (RDC), est suspendu de toute compétition pour dopage. L'information a été donnée par le club éthiopien sur sa page Facebook officielle. L'inamovible champion d'Afrique 2015 est accusé d'avoir utilisé du Trimétazidine, un produit illicite. Testée lors d'une rencontre en novembre dernier, l'urine de l'ex-

joueur du TP Mazembe a laissé apparaître des traces de cette substance interdite depuis 2014.

"Sylvain Gbohouo sera temporairement interdit de pratiquer le football. Cette interdiction prend en compte les compétitions nationales et internationales", lit-on dans le communiqué du club. L'intéressé a été suspendu de façon temporaire, le temps de disposer de résultats d'analyses complémentaires, a précisé le comité de discipline de la FIFA dans sa correspondance aux instances de football ivoirien et éthiopien.

La Fédération ivoirienne de football (FIF) s'est exprimée, samedi 1er janvier a confirmé la suspension de Sylvain Gbohouo et a fait appel de ladite sanction. Le recours impliquant notamment une contre-expertise, les Éléphants espèrent que la sanction qui vise le cham-



pion d'Afrique 2015 sera suspendue, le temps qu'une décision définitive soit prise.

"J'ai été informé du résultat lundi 27 décembre : il y avait des traces de molécule dans ses urines. Nous avons fourni l'ordonnance, les médecins de la

Fédération ont contacté le médecin qui a fourni la preuve de l'ordonnance. Le joueur n'a plus pris de médicament depuis mars", poursuit Patrice Beaumelle, le Sélectionneur de la Côte d'Ivoire.

BREVES

La durée d'isolement réduite

ESPN annonce lundi que la NBA va décider que la durée d'isolement pour les personnes vaccinées et présentant une faible charge virale serait réduite de 10 à 6 jours.

Adrian Wojnarowski et ESPN, comme plusieurs médias aux États-Unis, annoncent que la NBA devrait réduire la durée d'isolement concernant le Covid, la faisant passer de 10 à 6 jours. Une décision qui serait la bienvenue, alors que de nombreuses équipes sont actuellement privées de leurs meilleurs éléments et que 169 joueurs sont entrés en protocole Covid ces deux dernières semaines.

La Ligue américaine et le syndicat des joueurs se seraient mis d'accord sur une telle réduction. Ce nouveau protocole inclut joueurs, entraîneurs, personnels et arbitres de NBA. En cas de test négatif, les personnes touchées par le virus et vaccinées (cas contact ou positives) pourraient ainsi revenir le 7e jour.

Un faible taux infectieux serait la condition d'un retour aux affaires après cet isolement de six jours (un CT inférieur à 35). In fine, les joueurs, coaches ou membres de staff asymptomatiques éviteraient ainsi de rester trop longtemps sur la touche.

Rien que ce dimanche, au lendemain de Noël, 27 joueurs sont entrés en protocole Covid. Bien que la Ligue ait été forcée de reporter plusieurs matches, le commissaire de la NBA, Adam Silver, a déclaré que la NBA avait l'intention de surmonter la nouvelle vague du virus.

"Nous avons bien sûr examiné toutes les options. Mais franchement, nous avons du mal à trouver quelle serait la logique derrière une pause en ce moment, a-t-il déclaré sur ESPN. Ce virus ne sera pas éradiqué. Et nous allons devoir apprendre à vivre avec."

Chelsea : Romelu Lukaku veut partir

C'est la polémique du moment en Angleterre, et on dirait bien que ce feuilleton, qui régale les tabloids du Royaume, est parti pour durer. Après l'interview de Romelu Lukaku dans laquelle le Belge expliquait ne pas être content avec le système tactique de Chelsea, en plus de draguer ouvertement son ancien club l'Inter, un conflit semble avoir éclaté entre l'attaquant et son coach Thomas Tuchel. Dans cette histoire, la direction des Blues serait en plus du côté de l'entraîneur allemand.

"Nous allons avoir une réunion demain (lundi). C'est notre joueur et il y a toujours un moyen de revenir en arrière. Nous allons clarifier cela à Cobham (le centre d'entraînement du club londonien, NDLR) en interne et une fois que nous aurons pris une décision et que Romelu le saura, vous le saurez peut-être aussi", expliquait l'ancien coach du PSG dimanche soir. Ce lundi sera décisif donc...

Pendant ce temps-là en Italie, on évoque déjà un départ du Belge. D'après la Gazzetta dello Sport, l'ancien de l'Inter n'est pas content du côté de Stamford Bridge et souhaite faire ses valises. Mieux encore, il saurait déjà où il souhaite rebondir : du côté de Tottenham, où il pourrait retrouver son ancien entraîneur, Antonio Conte, avec qui il a cartonné en Lombardie la saison dernière.

Le média n'en dit pas vraiment plus sur d'éventuelles discussions entre les clubs, puisqu'il s'agit pour l'instant avant tout d'un désir du joueur plus que d'une opération réalisable, mais on imagine que tout ça s'annonce bien compliqué. D'autant plus qu'aux dernières nouvelles, la direction de Chelsea ne souhaite pas se séparer de celui qui a inscrit deux buts sur ses deux dernières apparitions. Mais si la situation s'envenime, il n'y aura peut-être pas d'autre choix...

Les Canadiens sont inquiets

À un mois et une poignée d'heures de l'ouverture des Jeux de Pékin 2022 (4 au 20 février), l'inquiétude gagne la famille olympique. Au Canada, notamment, où le directeur général du comité national olympique (COC), David Shoemaker, ne fait pas mystère de ses doutes.

"Nous sommes inquiets, a-t-il reconnu lors d'une interview à la chaîne CBC. Bien sûr, nous sommes confiants dans le fait que ces Jeux peuvent être organisés en toute sécurité. Mais nous prenons les choses au jour le jour. Nous n'avons pas encore eu de conversation avec le CIO au sujet d'un possible report, mais nous échangeons régulièrement avec les autres nations. Et la question pourrait bien être soulevée".

Selon David Shoemaker, la principale interrogation ne concerne pas la sécurité sanitaire des Jeux de Pékin, mais la préparation des athlètes dans un environnement dominé par la poussée du variant Omicron. "Le véritable défi pour nous, au cours des 30 prochains jours, est de permettre à nos athlètes de se rendre à Pékin sans contracter le virus, a expliqué le directeur général du COC. Personne n'a envie d'arriver en Chine et de se voir obligé de rester plusieurs semaines en quarantaine."

David Shoemaker ne s'en cache pas : le COC n'hésitera pas à renoncer aux Jeux de Pékin s'il estime que la sécurité de ses athlètes n'y sera pas assurée. Les Canadiens l'avaient fait au printemps 2020, annonçant qu'ils n'enverraient pas de délégation au Japon, avant la décision du CIO et des Japonais de reporter d'une année les Jeux de Tokyo. Ils se disent aujourd'hui prêts à répéter la même démarche.

RÉGIME FONCIER URBAIN

Une enquête foncière à réaliser sur 3 communes pilotes parmi les préalables

Jean AFOLABI

A l'Office togolais des recettes (OTR), on a fait le constat que Lomé s'étend de plus en plus avec des immeubles à valeur importante qui, malheureusement, échappent au contrôle du fisc. D'où l'idée – déjà née à la fin 2016 – d'un recensement foncier qui a été concrétisé par une campagne nationale en mai 2018. L'opération se voulait la pré-étape avant la phase de levée de l'impôt foncier à travers un cadastre fiscal ; elle devait prendre en compte les propriétés bâties, les propriétés non bâties, les immeubles administratifs et autres. L'objectif est de constituer un répertoire national en matière foncière, de connaître la matière imposable et son propriétaire, de connaître l'usage qui est fait de l'immeuble, soit à titre professionnel, soit à titre d'habitation. Des agents recenseurs étaient même déployés dans la capitale togolaise pour recueillir toutes les informations utiles c'est-à-dire recenser et géolocaliser (coordonnées GPS) systématiquement tous les contribuables du secteur formel et informel installés dans la ville de Lomé. Au-delà du fait de disposer d'un répertoire foncier national, ce recensement était guidé par le souci d'actualiser les informations foncières relatives aux opérateurs économiques et de mettre en place des projets relatifs à la sécurisation foncière et à l'amélioration du climat des affaires au Togo. Les données recueillies devraient permettre de faciliter l'adressage dans la ville de Lomé et,

à terme, à l'OTR de migrer vers un cadastre numérique. « Nous avons des immeubles qui longent les belles routes de Lomé et de l'intérieur du pays, c'est-à-dire les villages et campagnes. Ils appartiennent à des personnes physiques ou morales mais l'administration fiscale n'arrive pas à reconnaître leurs vrais propriétaires. Avant de lever l'impôt foncier, il faut connaître la matière et disposer des informations sur les vrais propriétaires des immeubles, les personnes imposables. Nous ne sommes pas en train d'organiser ce recensement avec une vision qui n'est autre que celle qui était notre vision habituelle (...) Pour le moment, l'OTR veut déterminer la valeur imposable », avait expressément déclaré le commissaire des impôts. Le gouvernement, lui, a renchéri que l'intérêt de la mise en place du registre foncier urbain (RFU) est, entre autres, d'améliorer la maîtrise du patrimoine foncier, d'accélérer la création de titres fonciers et de réduire leurs coûts, d'identifier et d'immatriculer toutes les réserves administratives de l'Etat, de produire et de gérer les données urbaines nécessaires à la programmation et à la gestion des infrastructures urbaines, de produire des systèmes d'information urbains facilitant la prise de décision.

Trois ans après la campagne de recensement des propriétés bâties et non bâties qui devrait aboutir à la mise en place d'un registre foncier urbain, des préalables subsistent. « Le recensement de 2018 était essentiellement fiscal et devait permettre de lo-



caliser géographiquement les unités économiques dans le Grand Lomé. Le recensement foncier a été certes réalisé mais les informations collectées sur les immeubles ne sont pas suffisantes pour la mise en place du registre foncier urbain. Les préalables à la mise en place du RFU sont en train d'être réalisés, entre autres, la prise de vues aériennes et sa restitution. Une enquête foncière proprement dite permettra de compléter ces données pour aboutir au RFU. L'OTR et le District autonome du Grand Lomé ont signé une convention de partenariat, le 20 septembre 2021, dont l'exécution permettra, à terme, de réaliser l'enquête foncière sur trois communes pilotes à déterminer », fait savoir l'Office. Et d'ajouter que, en ce qui concerne le recensement fiscal des entreprises, la première phase a été réalisée de mai à novembre 2018 dans le Grand Lomé. La seconde phase, qui devra couvrir le reste du territoire national, a démarré le 18 novembre 2021.

La réalisation de certaines

activités notamment le recensement fiscal et le recensement foncier est justifiée par la recherche des nouvelles niches fiscales, dans le cadre de la politique fiscale et de la poursuite des réformes fiscales, notamment l'élargissement de la base fiscale, décidées par le gouvernement togolais pour desserrer l'étau sur les grandes entreprises. Toujours dans cette optique de l'élargissement de l'assiette fiscale, le gouvernement prévoit de prendre, en 2022, des mesures rendant obligatoires l'immatriculation des plateformes numériques utili-

sées à des fins professionnelles et génératrices de revenus. « Pour rendre effective l'obligation légale d'immatriculation élargie à toutes les formes d'activités, il est prévu, pour la formalisation du secteur informel, un programme de recensement fiscal des entreprises et des activités, en collaboration avec l'ensemble des communes. Ce recensement a pour objectif non seulement de mettre à jour le répertoire des opérateurs économiques formalisés mais aussi la détection de ceux qui exercent encore dans l'informel. Les résultats de cette opération de recense-

ment permettront un meilleur accompagnement à la formalisation des entités nouvelles dénichées, et, par ricochet, leur fiscalisation en tant que contribuables potentiels », dit-il.

En rappel, à travers le Plan national de développement 2018-2022, au niveau du foncier, le gouvernement a aussi promis les mesures d'accompagnement suivantes : l'établissement, dans le cadre du cadastre polyvalent, d'un cadastre rural adéquat afin de régler durablement les questions en rapport avec l'aménagement des terres agricoles et l'accès sécurisé au foncier ; la création d'un service de cadastre rural et d'un système d'information sur le foncier rural afin de renforcer le cadastre national ; la facilitation des procédures d'acquisition des terres pour la mise en place des agropoles et des parcs industriels afin d'accélérer la mise en œuvre des projets ; l'élaboration d'une politique nationale foncière et la création d'une direction générale de conservation de la propriété et des droits fonciers...

ALLEGEMENT FISCAL

100% d'abattement sur la valeur en douane des motocycles électriques neufs importés

Au ministère togolais de l'Environnement, le crédo est « Réduire le parc automobile d'occasion pour améliorer la qualité de l'air et de la santé de nos populations ». Dans cet élan, en vue de sensibiliser les acteurs sur la nécessité d'adopter les modes de transports respectueux de l'environnement pour une amélioration de la qualité de l'air et de la santé des populations, le projet « Transport durable à faible émission » avait été lancé en mars 2017 à Lomé. Dans la foulée, il était même annoncé un inventaire du parc automobile, suivi de l'élaboration d'une stratégie nationale de promotion des véhicules à faible émission. Aussi est-il accordé, depuis le 1^{er} janvier 2020, des abattements sur la valeur en douane de véhicules de transport de marchandises et de personnes, selon leur degré de vieillesse : 100% pour les véhicules neufs hybrides, 90% pour les véhicules neufs, 50% pour les véhicules de trois à cinq ans d'âge. Ces véhicules

sont aussi exonérés du prélèvement national de solidarité, de la taxe sur la valeur ajoutée, et dispensés du prélèvement au titre des acomptes IS et IRPP, catégorie des revenus d'affaires perçus au cordon douanier. De quoi favoriser l'achat de véhicules ayant moins d'impact polluant.

Le renouvellement du parc automobile devra donc réduire les émissions de dioxyde de carbone. Par véhicules neufs, l'autorité entend les véhicules dont les caractéristiques sont les suivantes : véhicules n'ayant jamais été immatriculés ou véhicules millésimés de l'année en cours et ayant moins de 2 000 km au compteur.

Pour cette année 2022, la mesure d'allègement fiscal est reconduite et il est ajouté que les motocycles électriques neufs importés ou vendus en République togolaise bénéficient aussi, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, d'un abattement de 100% sur la valeur en douane. Les motocycles électriques désignent les motocycles à deux (2) roues et à trois

(3) roues équipés de moteur électrique pour la propulsion, des positions tarifaires 8711.60.10.00 et 8711.60.90.00 du TEC CEDEAO.

Ce qui a amené le gouvernement à présenter un bilan aux députés. En combinant les quatre catégories visées par les abattements, ce sont 9.074 véhicules qui ont été vendus en trois ans : 2.109 en 2019, 4.020 en 2020 et 2.945 à fin octobre 2021. Seulement 13 véhicules neufs hybrides en trois ans. Quant aux avantages fiscaux et douaniers, ils se chiffrent à 16.938.145.475 francs Cfa en 2020 et 15.335.283.136 francs Cfa à la date du 31 octobre 2021. Ce qui fait à l'Exécutif que « les premiers retours font état d'une baisse de prix de vente toutes taxes comprises des véhicules concernés et, dans la majeure partie des cas, le bénéfice de cette mesure est ressenti par les consommateurs ; l'essentiel des véhicules étant achetés en hors taxes auprès des concessionnaires ».

ASSEMBLEE NATIONALE

Pause légale pour les députés

(suite de la page 3)

De l'approbation du budget 2022

Voté à l'unanimité des députés présents le 28 Décembre, l'Assemblée nationale se réjouit que les secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation aient retenu une attention toute particulière du gouvernement. Sur les 11 s'élevé désormais à 1779.191.684.000 francs CFA approuvés, l'éducation dans son ensemble (enseignement primaire, secondaire technique et enseignement supérieur et la recherche) emporte 20% du budget, la santé se contente d'environ 16%.

Sur le secteur de l'éducation, les députés estiment être sur la même longueur d'ondes avec le gouvernement car il s'agit de doter le Togo

d'un système éducatif plus équitable et plus performant avec pour objectif de former des citoyens responsables, compétents, créatifs et engagés. Ce qui est visé c'est un système d'enseignement supérieur innovant, proche des étudiants et veillant à l'adéquation entre la formation et nos besoins de développement. « En fait, c'est l'ensemble des jeunes que l'État va accompagner, pour une parfaite intégration dans la société et dans la vie professionnelle », fait-on savoir à l'hémicycle. Ainsi, les secteurs des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat ainsi que de l'enseignement supérieur se verront renforcés avec des actions portant entre autres sur le renforcement des infrastructures scolaires, la mise en

place des centres d'excellence et des 7 Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD). Les orientations fiscales du budget qui visent l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des mesures de contrôle et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'allègement de la charge fiscale, la simplification des procédures fiscales, les ajustements techniques font dire à la présidente de l'Assemblée nationale que ce budget reflète avec éloquence la vision du Président de la République, Faure Essozimna GNASSINGBE, celle de faire du Togo un pays de vitalité et de performance dans tous les secteurs. Il traduit l'image d'un État moderne en pleine croissance.

Sociale/ Grâce à l'APC

500 élèves dans Yoto 3 ont leur acte de naissance

Etonam Sossou

500 élèves en classe de CM2, de 51 établissements scolaires dans la commune Yoto 3, ont désormais leur acte de naissance. Ce document qui permettra ainsi aux bénéficiaires de s'inscrire à l'examen du Certificat d'études du premier degré (CEPD) cette année, leur a été remis le 30 décembre 2021, à Sikakondji et Gboto-vodoupe. Initiative de l'As-

sociation présence citoyenne (APC.), elle a été réalisée grâce à l'appui financier du cimentier Scan Togo. « Nous avons été saisis par des élèves et les parents d'élèves sur des cas d'élèves qui ne disposent pas d'acte de naissance, ce premier document qui identifie chaque citoyen par rapport à son pays. A cause de l'absence de cet acte, des élèves ne pourront pas être candidats à l'examen du CEPD. Sur la liste

que nous avons eue, nous avons sélectionné les élèves en classe de CM2. Grâce à l'appui de Scan Togo, nous avons voulu soutenir ces élèves en leur donnant non seulement le jugement supplétif mais également l'acte de naissance afin qu'ils puissent être candidats au CEPD », a précisé Elom Attissogbe, président de l'APC. Avant d'informer par la même occasion, les populations qu'à compter de ce 1er janvier l'éta-

blissement des actes de naissance est gratuit au Togo.

Pour le DG de SCANTOGO, Eric Goullignac, ce nouvel accompagnement de la société, vient s'ajouter à d'autres notamment le financement de l'électrification de 10 villages dans la préfecture de Yoto et la subvention des compteurs électriques. « L'initiative est très louable, elle nous a vraiment touchés et j'ai immédiatement donné mon accord pour accompagner cette initiative. En tant que grosse industrie dans Yoto, c'est pour nous aussi une opportunité d'être partenaires sur cette initiative », a déclaré M. Goullignac.

APC, est une association apolitique créée en 2019. Elle fait la



promotion du civisme et de la citoyenneté. Elle a à son actif plusieurs actions relatives, notamment des formations sur la sécu-

rité routière à l'endroit des conducteurs de taxi-motos et d'engins lourds.

Avortements provoqué

Un problème mal connu, lourd de conséquences

Etonam Sossou

L'avortement provoqué n'est légal au Togo qu'à certaines conditions : sauver la vie de la mère, en cas de viol, d'inceste ou de malformation fœtale sévère. Et pourtant, il se pratique au quotidien, clandestinement.

Elle n'a pas encore soufflé ses 15 bougies, mais elle est déjà passée par la « douleur de l'avortement provoqué », selon ses propres mots. Nous allons l'appeler B.B., un pseudonyme, pour répondre aux exigences du strict anonymat qu'elle a requis avant tout témoignage. B.B. est bien consciente que l'Interruption volontaire de grossesse (IVG) est interdite par la loi et blâmée par la société togolaise dans son ensemble. D'une taille moyenne, vêtue d'une robe fleurie, les cheveux abandonnés à eux-mêmes, elle raconte sa mésaventure avec une insouciance perceptible tout de go. Cette jeune élève de la classe de 3^{ème}, ne s'est imaginée tomber enceinte maintenant. « Je ne pensais pas que cela pouvait m'arriver », nous lance-t-elle. Et pourtant, elle affirme avoir vu ses premières menstrues à l'âge de 12 ans et reconnaît consommer l'intimité, sans préservatif, avec son jeune copain de 18 ans, lui aussi élève, en classe de première. Ce que B.B. n'imaginait pas, arriva.

« *Entretemps, je n'avais plus d'appétit, je me sentais fatiguée et je vomissais. Encouragée par une camarade, je suis allée faire le test de grossesse et c'était positif ; c'est comme si le ciel me tombait sur la tête* », se souvient-elle. Seulement, B.B. n'est pas au bout de ses surprises, puisque le père, son camarade de 18 ans, tout en reconnaissant être l'auteur de la grossesse, propose d'avorter, à l'insu des parents. La tentative de camouflage fait long feu. La mère de B.B. est informée ainsi que le géniteur de l'auteur de la grossesse. « *Mais après une première entrevue entre les deux parents, le père de mon ami n'a plus donné signe de vie* », explique B.B. Les tractations se déroulent sans que le père de la fille ne s'en doute. « *S'il avait su, il allait me tuer* », croit-elle savoir. Une situation de désarroi qui conduit les

membres de la famille de B.B. au recours ultime, l'avortement. Adviennent que pourra, car les spécialistes de la santé sexuelle sont formels pour dire que tout avortement est risqué, encore plus lorsqu'il est clandestin. C'est une tante de B.B. qui est chargée de la mission. « *Nous sommes allées dans une clinique, on m'a remis de petits comprimés à avaler et à en mettre dans mon sexe. En plus, l'agent de santé m'a fait une injection, dit-il, pour atténuer la douleur* ». Voici résumé ce qu'a subi B.B. pour 75 000 F CFA, selon ses confidences. Le lendemain de l'acte, poursuit-elle, les saignements ont commencé, avec à la clé des caillots de sang. Elle confie avoir eu très mal au ventre, en dépit de la piqûre antidouleurs. Quelle description peut-elle faire de ce qu'elle a vécu. A cette question, B.B. manque de mots. Pour sûr, elle défend même à sa pire ennemie de s'aventurer dans l'IVG.

Et pourtant, F.D., une étudiante de 24 ans dans une école supérieure de Lomé, est passée par là, l'année dernière. Habillée d'un pantalon communément appelé « taille basse » et d'un haut moulant, tous deux de couleur rose, elle est tressée de mèches. C'est pratiquement la tête baissée, sur un ton bas et hésitant qu'elle nous livre quelques bribes de son histoire. Une histoire qu'elle garde jalousement, parce que ni ses parents, ni l'auteur de la grossesse, ne sont au courant de rien, nous signifie-t-elle. En effet, quand elle est tombée enceinte, elle dit avoir pris sur elle, toute seule, la décision d'avorter, pour ne pas décevoir les parents qui ont mis une confiance presque aveugle en elle. Pour son cas aussi, F.D. parle d'avoir pris de petits comprimés dont nous taisons volontairement les détails.

Si certaines filles ou femmes sont prêtes à aller dans la tombe avec leur secret d'IVG, d'autres ne sont pas jusqu'au-boutistes. Face aux conséquences, souvent fâcheuses des IVG clandestines, sur le double plan sanitaire (hémorragie, infections locales ou généralisées, infertilité, décès) et psychologique, cette dernière catégorie de femmes sollicitent des Soins après-avortement (SAA). Les SAA complets propo-

sent un traitement médical d'urgence aux femmes victimes de complications liées à l'avortement, ainsi que des services de planning familial et d'autres services appropriés de santé de la reproduction. Ces soins sont offerts, en fonction de la gravité des complications, à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. « On dirait qu'il restait des déchets dans l'utérus, après l'avortement. Je suis repartie dans la clinique où cela a eu lieu et l'agent m'a orientée vers une autre structure sanitaire, j'ai fait une échographie, et après on m'a fait un curetage. J'ai eu très mal », développe F.D.

Combattre le mal à la racine

La cause première de la fréquence des IVG est à rechercher dans le niveau d'utilisation de la contraception; le taux de prévalence contraceptive moderne étant estimé à 17,3% au Togo. Si bien que, dans la pratique, de nombreuses femmes qui ne veulent pas tomber enceinte, n'utilisent pas, paradoxalement, les moyens qui leur sont offerts pour éviter les grossesses non intentionnelles. C'est pourquoi, nous informons les sages-femmes, les soins après avortement sont toujours accompagnés de counseling dans le but de soumettre la patiente à la contraception. L'adoption de la contraception étant volontaire, ça ne marche pas à tous les coups, relatent-elles. Une sage-femme nous relate l'histoire d'une jeune élève qui, en l'espace de deux mois (fin décembre 2014 et fin février 2019) a été reçue deux fois pour des Soins après avortement. Et ce n'est pas un cas isolé, déplore la sage-femme. Elle ne désespère pas pour autant, convaincue qu'avec une intensification des efforts, la planification familiale pourrait s'arroger une meilleure réputation. En effet, de nombreux préjugés continuent de hanter la contraception. F.D. l'étudiante, justifie sa méfiance vis-à-vis des produits contraceptifs par « *leur dangerosité supposée pour la fécondité* ». Elle déclare avoir accompagné, parfois, une de ses amies pour renouveler la contraception de cette dernière, mais n'avoir jamais eu le courage de confronter les « *on-dit* » de sa mère, à l'avis des spécialistes.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°674 de LOTO KADOO du 19 Novembre 2021

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 675^e tirage de LOTO KADOO avec bonus. Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, Seule la ville de LOME a recensé des gros lots. Dans les autres villes de l'intérieur ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Dans la capitale, nous avons deux lots de 1.000.000F CFA, un lot de 1.500.000F CFA, un gros lot de 2.000.000F CFA et un super gros lot de 3.750.000F CFA, remportés sur les points de vente 50322, 60436, 60041.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS,
UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE !
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°680 de LOTO KADOO du 30 décembre 2021

Numéro de base

46 61 38 27 02

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°230 DE LOTO Sam du 20 Novembre 2021

Le tirage N°231 du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Samedi 27 Novembre 2021 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, des gagnants de gros lots ont été recensés à LOME et à ANIE. Pour les autres villes de l'intérieur, ce sont essentiellement des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont été enregistrés qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs

A LOME, la LONATO a enregistré un lot de 1.000.000F CFA et un lot de 1.500.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 60623 et 50236.

Un parieur basé à ANIE a eu le bonheur de remporter la somme de 3.000.000F CFA après avoir tenté sa chance sur le point de vente 20424.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

LOTO SAM

Résultats du tirage N°236 de LOTO SAM du 31 - 12 - 2021

Numéro de base

28 70 29 06 24

CENTRALE SOLAIRE DE BLITTA

20 MWc supplémentaires et un stockage de 4 MWh dans une troisième phase en cours de préparation

Jean AFOLABI

En 2022, un montant de 58,5 milliards de francs Cfa, soit 6,6% du montant alloué aux ministères, sera mobilisé au profit du secteur des mines et de l'énergie. S'agissant de l'énergie, le gouvernement promet de mettre l'accent sur l'augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité à travers la poursuite du projet de réhabilitation de la centrale hydraulique de Nangbéto, le pro-

pays en distribution d'hydrocarbures à travers la normalisation de la distribution des hydrocarbures.

Particulièrement pour la centrale solaire de Blitta, les phases 1 et 2 de la construction sont bouclées. Le projet étant subdivisé en trois phases, la troisième phase est en cours de préparation, indique le ministère en charge de l'énergie. Qui ajoute que cette phase 3 vise l'augmentation de la puissance de la centrale de 20 MWc supplémentai-

la centrale à une puissance installée totale de 50 MW. Les travaux de construction prévus aux phases 1 et 2 sont achevés et l'inauguration a été effectuée le 22 juin 2021. La centrale est déjà opérationnelle avec l'injection de l'énergie solaire sur le réseau. Les travaux ont été réalisés par le constructeur Amea Togo Solar (une filiale d'Amea Power) qui va exploiter la centrale pendant 25 ans. La centrale devra permettre d'économiser plus de 1 million de tonnes d'émissions



Faure Gnassingbé à l'inauguration de la centrale

jet d'extension du réseau électrique de Lomé (PEREL), le projet d'extension du réseau électrique dans les centres urbains (PERECUT), le projet de construction de la centrale solaire à Blitta (phase 2), le projet d'appui au volet social du programme CIZO d'électrification rurale (PRAVOST), le projet d'électrification rurale de 317 localités par mini réseau solaire au Togo, les projets de réformes et d'investissements dans le secteur de l'énergie au Togo (PRISET) et d'assistance au secteur de l'énergie du Togo (PASET), et l'amélioration de la couverture du

res et l'intégration d'un stockage de 4 MWh. «A l'heure actuelle, la centrale ne dispose pas de batterie de stockage. C'est la phase 3 qui pourvoira la centrale d'une batterie de stockage», tient-il à souligner.

L'objectif de la phase 1 du projet vise la conception, le financement, la construction, la mise en service, l'exploitation, la maintenance ainsi que le transfert en fin de concession à l'État togolais d'une centrale solaire photovoltaïque d'une puissance installée initiale de 30 MW à Blitta. La phase 2 du projet vise l'augmentation de la puissance installée de

de CO₂ tout au long de sa durée de vie. Située à 267 km de Lomé, elle devrait générer environ 90 255 MWh d'énergie par an et desservira environ 158 333 ménages togolais en énergie, dont 9% de la production d'énergie alimentant le réseau de distribution local de Blitta, suffisamment pour répondre à la demande régionale. Sa mise en service doit aussi permettre d'assurer l'accès à l'électricité de l'usine d'égrenage de coton de Blitta dès l'année 2021 et d'améliorer le taux d'électrification du pays en le faisant passer de 45% en 2018 à 60% en 2022.

Indemnités de départ à la retraite

Les retraités de la période de suspension sont aussi touchés

Lomé, le 31 décembre 2021 - Dans le cadre de la mise en œuvre des annonces fortes faites par le Chef de l'Etat lors de son adresse à la Nation le 30 décembre 2021, notamment le paiement dès ce mois de janvier, des indemnités de départ à la retraite équivalant à trois mois de salaire aux fonctionnaires admis à la retraite à compter du 1^{er} janvier 2020, le gouvernement informe de

la décision de Son Excellence Monsieur le Président de la République de faire également bénéficiaire d'une mesure exceptionnelle aux fonctionnaires civils et militaires admis à la retraite entre 2011 et le 31 décembre 2019, période de suspension de la loi n°91-11 du 23 mai 1991 ayant institué l'allocation de départ à la retraite.

Cette mesure exceptionnelle se

traduira par le versement aux bénéficiaires d'un montant correspondant à deux mois de salaire. Par ailleurs, pour ceux des bénéficiaires de cette mesure exceptionnelle dont le cumul des deux mois de salaire est inférieur ou égal à trois cent cinquante mille (350.000), une allocation exceptionnelle de trois cent cinquante mille (350.000) leur sera octroyée.

A l'IB Bank Togo (ex-BTCI)

Le banquier marocain Nabil Tahari à la tête

La nouvelle acquisition togolaise de l'homme d'affaires burkinabé Mahamadou Bonkougou, l'ex-Banque togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCI) qu'il rebaptise IB Bank Togo (International Business Bank Togo), sera dirigée par Nabil Tahari, par ailleurs directeur de IB Holding, la maison mère du nouvel acteur depuis août dernier. Ex-cadre de Société Générale Burkina, le Marocain revendique une «grande expérience» dans le secteur bancaire, dont 15 années à l'international.

Conclu le 20 décembre 2021 par le ministre des Finances, Sani Yaya, et les équipes du nouvel actionnaire, ce deal, selon l'argentinien togolais, intervient après un «long» processus «au regard des

objectifs assignés à cette privatisation». «IB Holding a été finalement retenue parmi les cinq (5) soumissionnaires à l'issue de l'appel d'offres ouvert à cet effet. Ainsi, 90% des actions de l'État ont été cédées dans le capital social de la BTCI à cette compagnie financière», a-t-il déclaré dans un discours le jeudi 23 à Lomé.

Dans un arrêté signé le 11 novembre dernier, Sani Yaya indiquait que le nouvel actionnaire majoritaire s'est engagé à mettre à la disposition du groupe, un montant de 10 milliards de francs Cfa sous forme de compte courant d'actionnaire bloqué. Par ailleurs, les nouveaux propriétaires de la banque devront renforcer ses fonds propres, à l'effet de le mettre en conformité avec les normes

prudentielles à fin juin 2022. «Les dirigeants de IB Holding doivent finaliser, au plus tard le 31 décembre 2021, les deux augmentations de capital de la BTCI annoncées pour un montant total de 20 milliards de francs Cfa, pour le porter de 7 à 27 milliards de francs Cfa, parachever le processus de transfert des participations à la holding, notamment IB Burkina au plus tard le 30 juin 2022, et ouvrir le capital de IB Holding à d'autres investisseurs disposant de capacité financière nécessaire pour accompagner sa stratégie», avait-il ajouté.

Avec un total bilan de 264 milliards de francs Cfa au 31 décembre 2020, la BTCI est classée au 6^{ème} rang des banques togolaises. Source : financiafrik.com

Depuis Châteauroux

L'infirmière Laura Colé contribue au développement éducatif au Togo

Laura Colé est secrétaire de l'association Midezon, qui soutient le développement éducatif au Togo. Une infatigable porte-parole de la bonne cause. En Ewe, la langue parlée au Togo, «midezon» signifie «en avant». Laura Colé a, depuis longtemps, fait sienne cette volonté qui est partagée par tous les bénévoles de la structure, justement baptisée Midezon. Fraîchement arrivée à Châteauroux, la jeune infirmière originaire d'Évreux, dans l'Eure, est la secrétaire de cette association dont le but est d'apporter une aide à l'éducation à de jeunes Togolais.

Recherche de bénévoles avec

des compétences dans le bâtiment. «Nous disposons là-bas d'une école. En 2020, il a également été décidé de construire une autre maison dans la région maritime du Togo, dans un village nommé Begbe», déclare Laura Colé. Le coût du projet est estimé à près de 5.000 euros. Il a donc fallu se retrousser les manches pour trouver une partie du financement. Depuis la fin novembre, Laura, aidée par quelques proches, a ainsi passé tout son temps libre à faire des paquets cadeaux à Cultura, Maisons du monde et Auchan.

Le résultat a été à la hauteur de

l'effort. «En proposant une participation financière libre aux clients de ses trois enseignes, nous avons pu récolter 1.800 euros». Une partie de l'argent nécessaire à l'édification de la maison, qui accueillera bientôt enfants et volontaires en mission, a donc été trouvée. Mais il est toujours possible d'apporter son obole à travers des dons. «Nous allons prochainement lancer un appel au volontariat, poursuit Laura Colé. Si des personnes sont intéressées, qu'elles nous contactent. Et si elles ont des compétences dans le bâtiment, ce sera encore mieux».

Source : lanouvellerepublique.fr

Après le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria

Le Sénégal s'équipe d'un port en eau profonde

Le Sénégal a lancé, ce 3 janvier, les travaux de son port en eau profonde à Ndayane, un village situé sur la Petite-Côte au sud de Dakar. Le portail le360.mareneigne que cet ambitieux projet, piloté par l'émirati Dubai Ports World et équipé d'une zone économique spéciale, s'étendra sur 1.200 hectares et coûtera, en tout, 1,8 milliard de dollars. Après donc le Togo, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria, c'est le Sénégal qui va s'équiper d'un important port en eau profonde.

L'émirati Dubai Ports World, filiale de Dubai World, société de participation au gouvernement de Dubai et troisième exploitant portuaire mondial, est le partenaire stratégique du projet, avec l'Etat sénégalais qui détient 40% du pro-

jet. Dubai Ports World est déjà présent au Sénégal depuis 2008 en tant que concessionnaire du terminal à conteneurs du port autonome de Dakar.

La première phase du projet portera, entre autres, sur l'aménagement d'un terminal à conteneurs, qui disposera d'un quai de 3 km et d'un parc de 300 hectares à conteneurs, un chenal maritime de 5 km, et la construction d'un quai de 840 mètres. Avec un tirant d'eau de 20 mètres, ce grand port permettra d'accueillir les navires à fort tirant d'eau de dernière génération tels que les post-Panamax et les navires de 366 mètres de long. Cette phase va nécessiter un investissement estimé à 837 millions de dollars.

La seconde phase va nécessi-

ter un investissement de 290 millions de dollars et concerne la construction d'un deuxième quai de 410 mètres et le dragage supplémentaire du chenal d'accès, pour accueillir des navires de 400 mètres.

Les investissements restants serviront au développement de la zone économique spéciale de 300 hectares, des raccordements du port de Ndayane au Port autonome de Dakar (route et chemin de fer) et aux réseaux routiers, autoroutiers et ferroviaires du pays et de la sous-région, ainsi qu'à d'autres infrastructures adjacentes.

Voilà qui va raviver la guerre des ports en eau profonde en Afrique de l'ouest, en permettant à certains pays côtiers d'être plus compétitifs.